

Jacqueline Peltre-Wurtz

Géographe

wurtz@bondy.ird.fr

Communication pour le séminaire "Pauvreté et développement durable"
des 22 et 23 novembre 2001

Repérer les mal nourris d'abord

Résumé : Mesurer la pauvreté présente des difficultés, car ce concept est très lié à la manière dont une société se représente ceux qui vivent dans le dénuement. Néanmoins, j'ai constaté, dans une enquête menée à Quito en 1988-89, que la mesure du seuil de pauvreté, fondée sur la capacité économique à se nourrir correctement et à maîtriser les autres dépenses indispensables à la vie, permet un bon repérage des populations sous-alimentées ou n'ayant pas accès à certains aliments coûteux et pourtant essentiels. Ces populations sont objectivement pauvres parce qu'elles vivent de façon inhumaine pour des raisons économiques ; il est alors nécessaire d'analyser aussi leurs modes de vie. La mesure du seuil de pauvreté, utilisée aussi par la Banque mondiale, exige le respect des grandes règles de la nutrition et de l'économie alimentaire pour cerner efficacement le noyau dur de la pauvreté.

Introduction

La pauvreté désigne un état de dénuement qui peut être mesuré ; elle traduit aussi un positionnement social : Max Weber rappelle que "pour être pauvre, il faut manquer tout à la fois de fortune et d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir), d'audience et de respectabilité (statut)" (Labbens, 1978 : 103) ; elle suscite une souffrance physiologique et psychique liée au dénuement matériel, à des relations de dépendance et à la honte de vivre de façon inhumaine.

Les responsables politiques et leurs conseillers définissent généralement la pauvreté, de façon différente, dans les pays pauvres et dans les pays riches.

Dans le premier cas, une grande partie de la population (souvent près de la moitié, parfois plus) est dénutrie ou malnutrie¹ ; les politiques d'assistance sont limitées et les pauvres peu stigmatisés (Paugam, 1996 : 394). Pour la Banque mondiale, qui participe au développement de ces pays, et pour de nombreux Etats du Sud, la pauvreté concerne essentiellement une population mal nourrie, repérée par la mesure du seuil de *pauvreté absolue* (incapacité économique à se nourrir correctement et à maîtriser les autres dépenses indispensables à la vie).

En revanche, les pays développés définissent généralement la *pauvreté* de façon *relative*, par rapport aux revenus moyens de leurs populations. Les pauvres, marginaux pendant la période des Trente Glorieuses, se sont multipliés depuis le début de la troisième révolution industrielle, qui s'est traduite, dans ces pays, par un taux de chômage élevé (Cohen, 1997 ; Izraelewicz, 1997). Ils sont néanmoins beaucoup moins nombreux que dans le tiers monde. Comme les politiques de lutte contre la pauvreté ont actuellement peu de prise sur l'emploi, on se demande si l'assistance très réelle qui est apportée aux pauvres ne se traduit pas, en fin

¹ - "La dénutrition couvre l'ensemble des accidents que la sous-alimentation d'une faim inassouvie détermine. La malnutrition, déficience moins complète, correspond à un vice spécifique de l'alimentation, à peu près correcte par ailleurs." (Cépède, al. 1983 : 61). La dénutrition est liée à la sous-alimentation, la malnutrition est liée à un déséquilibre alimentaire (carences en protéines, minéraux, vitamines, notamment).

de compte, non pas par une diminution de leur souffrance, mais par sa transformation : allégée au plan physiologique (les aides limitent les cas de dénutrition et de malnutrition, notamment), accrue au plan psychologique (ces aides renforcent le sentiment de dépendance et d'exclusion²).

En m'appuyant sur des enquêtes réalisées à Quito en 1988-89, je me propose de revenir sur la mesure du seuil de pauvreté, la plus souvent utilisée dans le tiers monde, pour répondre à plusieurs interrogations :

- 1) Cette mesure est-elle efficace pour repérer le noyau dur de la pauvreté (sous-alimentation et déséquilibre alimentaire) et analyser ensuite ses aspects plus subjectifs ?
- 2) Le panier alimentaire-type de Quito fait-il apparaître les grandes lois économiques de la nutrition qui constituent les bases scientifiques de la mesure d'un seuil mondial de pauvreté ?
- 3) Les choix alimentaires des familles équatoriennes étudiées mettent-ils en valeur des règles nutritionnelles de survie qui s'observent aussi chez d'autres populations d'Afrique ou d'Asie ?
- 4) L'analyse de la vie quotidienne des familles de l'étude quiténienne éclaire-t-elle les degrés et les formes diverses d'une pauvreté caractérisée par un mauvais équilibre alimentaire, et souvent, par une sous-alimentation ?
- 5) Enfin, comment le seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale s'applique-t-il aux familles observées à Quito et quelles conclusions tirer de ce test ?

1 - Critique de la mesure du seuil de pauvreté dans le tiers monde

Dans le tiers monde, la pauvreté de masse est d'abord marquée par des carences physiologiques. La mesure du seuil de pauvreté est fondée sur le coût de la ration énergétique optimum qu'un individu doit absorber chaque jour pour se maintenir en bonne santé. Les recommandations alimentaires sont celles de la FAO et de l'OMS, elles précisent la ration énergétique nécessaire pour chaque âge de la vie et pour des situations particulières, comme le travail plus ou moins intensif ou comme la grossesse et l'allaitement. De plus, la répartition de cette énergie entre les divers groupes d'aliments consommés dans la région concernée doit permettre un bon équilibre entre les divers nutriments indispensables à la vie (Laure, 1998 : 6). Grâce aux relevés des prix effectués par les services nationaux compétents, il est possible de calculer, à tout moment, le prix du panier alimentaire-type pour les divers membres d'une même famille d'une région donnée. Généralement, on estime, qu'en moyenne, pour les familles situées à la limite du seuil de pauvreté, le coût du panier alimentaire est égal à celui des autres dépenses indispensables (habitat, santé, instruction des enfants, etc.). En définitive, *sont situées sous le seuil de pauvreté les familles dont les revenus sont inférieurs au double du coût du panier alimentaire, et sont situées sous le seuil d'indigence les familles dont les revenus sont inférieurs au coût de ce panier.*

De nombreuses critiques ont été formulées à propos de cette méthode, notamment par Julio Boltvinik (1996 : 282). Même si la partie la moins contestée concerne le panier alimentaire, son coût exclut néanmoins "le prix du combustible et toutes les autres dépenses liées à la préparation et à la consommation des aliments", et surtout le choix des groupes d'aliments retenus pour faire partie du panier alimentaire est souvent réduit aux moins coûteux à la calorie ; dans ce cas, le panier fournit une ration énergétique suffisante, prévenant des risques de dénutrition, mais celle-ci est déséquilibrée et pourra provoquer une malnutrition. Les autres critiques s'inquiètent du coût des besoins non alimentaires : ceux-ci ne représentent-ils vraiment que la moitié des dépenses nécessaires à une vie digne de ce nom ? Elles portent

² - Les pauvres rencontrés à Quito sont terrifiés d'apprendre, qu'en France, les enfants, dont les familles assurent mal l'éducation pour des raisons économiques, sont séparés de leurs parents et pris en charge par l'Etat.

aussi sur le fait que seuls sont comptabilisés les revenus des individus, le patrimoine étant laissé de côté, ce qui biaise les résultats, même si, par exemple, la jouissance d'une maison appropriée peut être comptabilisée comme un revenu, dépensé ensuite. Les critiques soulignent encore une représentation trop individualiste de la pauvreté, ne tenant pas compte des conditions de vie imposées à des groupes entiers de population (absence d'eau, d'école, de dispensaire, par exemple³). Enfin, encore plus globalement, cette mesure présente la pauvreté comme un trou où se trouve plongée une partie de la population, les non-pauvres appartenant à un tout autre monde, alors que l'expérience montre que la pauvreté est un phénomène graduel.

Je retiens toutes ces critiques. Je voudrais néanmoins montrer l'intérêt des résultats d'une enquête réalisée en suivant cette méthode : elle permet de comparer des situations dispersées dans le temps et dans l'espace, au-delà des représentations de la pauvreté liées à des cultures particulières⁴, parce qu'elle désigne des populations très ciblées, caractérisées par des difficultés économiques de survie.

2 - Le panier alimentaire de l'homme-type équatorien résidant à Quito et les modèles alimentaires mondiaux

En 1988-89, j'ai réalisé à Quito, sans intermédiaire, une étude sur la pauvreté. Elle est très précise au niveau quantitatif, mais non généralisable, puisqu'elle porte sur douze familles, de taille et d'origine variées, rencontrées à deux reprises, chacune pendant une quinzaine de jours (77 personnes au premier passage, 81 au second)⁵. Ce n'est qu'une fois les enquêtes terminées, que j'ai été assurée, en comparant les résultats aux normes équatoriennes, que toutes ces familles étaient pauvres, à chacun de mes passages, comme 48 % de la population de Quito et de sa banlieue, selon l'étude menée par Laspina et Vallejo, pour l'année 1990 (1995 : 33)⁶.

L'Etat équatorien a confié à l'un de ses services, le CONADE (Conseil national du développement), le soin d'établir les recommandations nutritionnelles nationales à partir des travaux de la FAO et de l'OMS et de l'observation des habitudes alimentaires des Equatoriens, région par région et ville par ville, pour les plus grandes. Des tables alimentaires nationales permettent de mesurer la valeur nutritive des aliments. Chaque mois, dans tout le pays, l'INEC (Institut national de la statistique et du recensement) relève les prix des aliments qui composent les différents paniers alimentaires-types. Il est donc intéressant d'analyser le panier de l'homme-type équatorien⁷. A Quito, le CONADE propose que l'énergie consommée soit issue de quarante aliments dont la liste est indiquée, avec le poids de chacun d'eux, dans

³ - On comptabilise donc aussi les pauvres par rapport aux besoins essentiels non satisfaits ; on bute alors sur la difficulté de définir ces besoins essentiels.

⁴ - ... à condition de s'entendre sur la méthode (évaluation du prix des récoltes autoconsommées, non compris les marges du commerçant et du prix du transport, en milieu rural ; ajout d'un loyer fictif pour les propriétaires de leur logement ; évaluation du coût des dons et transferts divers ; observation des prix des aliments au niveau local ; évaluation de la participation de l'Etat aux dépenses de santé et d'éducation, etc.).

⁵ - Ces familles, toutes pleinement d'accord pour participer à ce travail, ont été choisies avec l'aide d'assistants sociaux, de médecins, de voisins et parfois au hasard d'une rencontre. Elles ont accepté une relation qui exige une grande ouverture d'esprit et une forte volonté d'intégration à la société. Je suis donc consciente d'avoir rencontré des familles probablement plus résistantes que d'autres à la pauvreté, quels que soient leurs niveaux de vie.

⁶ - En 1990, à Quito et dans sa banlieue, 32 % des habitants sont à la fois situés sous le seuil équatorien de pauvreté et caractérisés par des besoins essentiels non satisfaits, 16 % sont uniquement situés sous le seuil de pauvreté et 10 % sont uniquement caractérisés par des besoins essentiels non satisfaits.

⁷ - Ce panier est recommandé à un homme âgé de 29 à 39 ans, pesant 65 kg, en bonne santé et apte à effectuer des activités modérées 8 heures par jour (Freire, 1985 : 125).

le tableau 1. La somme de l'énergie fournie par ces aliments est de 2 225 kilocalories quotidiennes au lieu des 2 300 théoriquement recommandées (Freire, Polanco, 1984 : 29), soit un écart de 3 %, négligeable compte tenu des variations dans le pourcentage de déchets et dans la valeur énergétique d'un même aliment en fonction de sa qualité. Par comparaison, on notera que pour la FAO, au niveau mondial, la ration énergétique optimum quotidienne moyenne⁸ est de 2 400 kilocalories (Solagral, 1996 : 48) et pour la Banque mondiale, elle est de 2 200 kilocalories (Banque mondiale, 1993 : 80).

Les nutritionnistes regroupent les aliments en fonction de leur valeur nutritionnelle (valeur énergétique, composition en eau, glucides, lipides, protéines, vitamines et minéraux). Ces groupes d'aliments peuvent aussi être classés en fonction du coût de l'énergie qu'ils fournissent. Présentée ainsi (tableau 1), la ration alimentaire applicable à l'homme-type équatorien vivant à Quito peut être comparée aux grands modèles alimentaires mondiaux.

a) Le coût énergétique des groupes d'aliments

Pour simplifier les calculs, en particulier pour la période d'inflation galopante qui caractérise celle durant laquelle j'ai réalisé mes enquêtes, le coût de 100 kilocalories de chaque aliment recommandé a été évalué en minutes qu'il est nécessaire de travailler quand on perçoit un salaire minimum⁹ (Laure, 1991). En regard, sur le tableau 1, est indiqué pour le monde entier, à partir des tables de la FAO, le prix de l'énergie selon les groupes d'aliments qui la fournissent (Klatzmann, 1983 : 77). Les rapports de prix sont comparables à ceux de Quito à quelques variations près. On retrouverait ailleurs d'autres écarts mineurs, liés à la situation d'un groupe particulier d'aliments dans telle ou telle région du monde. Selon les aliments qui la dispensent, l'énergie a un prix qui varie de 1 à 12, avec une pointe de 20 à Quito pour celle procurée par les viandes et les poissons. Le sucre, qui ne contient que des glucides, est partout l'aliment le moins cher à la calorie (il vaut 1). Les graisses et les céréales restent peu onéreuses (elles valent 1 ou 2). Les tubercules et les légumineuses sont vendues plus cher à Quito qu'ailleurs (4,4 et 3,6 au lieu de 2 et 1,5). Les oeufs coûtent moins cher à Quito (9 au lieu de 12). Le lait coûte 5 ou 6. Les fruits, les légumes verts, les viandes et les poissons sont, dans tous les cas, les aliments les plus chers à la calorie (ils valent généralement 12, mais, à Quito, le poisson vaut 55, ce qui renchérit beaucoup le coût moyen du groupe des viandes et des poissons). Un coût énergétique variant de 1 à 12, ou un peu plus, entre le sucre et ces trois derniers groupes d'aliments, s'explique par le fait que les fruits et les légumes verts, contenant des vitamines et des minéraux indispensables, sont des denrées généralement peu énergétiques, périssables et très exigeantes en travail agricole et commercial. Quant aux produits d'origine animale, ils contiennent des protéines de bien meilleure qualité que celles des végétaux¹⁰, mais on consomme les animaux d'élevage au prix d'une grande déperdition

⁸ - Cette moyenne dépend de la pyramide démographique et de l'indice de fécondité, puisque les besoins énergétiques sont surtout liés à l'âge des individus et aux fonctions spécifiques des femmes, enceintes et allaitantes. Dans le calcul du ratio énergétique de chaque personne enquêtée, j'ai non seulement tenu compte de l'âge des enfants et des besoins spécifiques des femmes enceintes ou allaitantes, en suivant les recommandations du CONADE, mais pour les adultes, j'ai aussi tenu compte de leur sexe, de leur poids et de leur âge et j'ai considéré que chacun d'eux avait une activité modérée.

⁹ - Le tableau 1 indique le coût moyen des aliments sur la période allant du 01/01/88 au 30/06/89, pendant laquelle se sont déroulées mes enquêtes. Le salaire minimum équatorien (salaire mensuel auquel sont intégrées les primes diverses versées à diverses périodes de l'année) est de 20 300 sucres (monnaie du pays) de janvier à juin 1988, de 26 600 sucres de juillet à septembre 1988, de 30 800 sucres d'octobre 1988 à avril 1989, de 37 800 sucres de mai à juin 1989. Un salaire mensuel est basé sur 20 jours de travail effectivement réalisé, soit 160 heures ou 9 600 minutes.

¹⁰ - La qualité nutritionnelle d'une protéine est liée à la présence de huit acides aminés essentiels qu'elle doit contenir dans des proportions précises. Si l'un des acides aminés a un taux inférieur au besoin, la valeur nutritionnelle de la protéine est pénalisée proportionnellement au déficit de l'acide aminé. Celui-ci est alors

d'énergie de la chaîne alimentaire (la FAO estime que 7 calories végétales sont nécessaires pour fabriquer 1 calorie animale) : ces animaux sont donc des produits de luxe pour les pauvres, même si les oeufs et surtout le lait et ses produits dérivés, demeurent plus abordables.

Tableau 1

Il faut 88,91 mn, soit quasiment 1 h 30 de travail quotidien payé au salaire minimum, pour se nourrir correctement chaque jour à Quito en 1988-89 sans risque de dénutrition et de malnutrition. Pour se situer sur le seuil de pauvreté, chaque Quiténien doit donc travailler le double, ou tout au moins percevoir un revenu égal à trois heures de travail payé au salaire minimum. On a vu que près de la moitié d'entre eux n'y parvenait pas¹¹.

b) La répartition de l'énergie consommée entre les grands groupes d'aliments

Pour le CONADE (tableau 1), les céréales doivent apporter 39 % de la ration énergétique, les bananes plantain, tubercules et racines 9 %, les graisses végétales 18 % et le sucre 11 %. Ces groupes d'aliments fournissent 77 % de l'énergie du panier alimentaire proposé à l'homme-type équatorien. Tous coûtent (prix relevés par l'INEC) moins de 4,5 mn de travail payé au salaire minimum pour 100 kcal¹². La limite des 4,5 mn a été choisie en fonction des choix alimentaires des familles pauvres interrogées à Quito. Cette part du panier alimentaire ne représente que 44 % du coût de l'ensemble. Les groupes d'aliments plus onéreux représentent 23 % de l'énergie recommandée ; autour de 4 % pour chacun des cinq groupes suivants : les légumineuses, les fruits, les légumes verts, le lait et le groupe des viandes et des poissons et 1 % pour les oeufs. Cette petite part d'énergie coûte très cher : plus de la moitié du prix du panier (56 %). Elle est pourtant essentielle à une alimentation équilibrée.

Comparer les recommandations du CONADE aux modèles alimentaires en vigueur dans le monde permet (tableau 2) de généraliser les principes nutritionnels et économiques précédemment dégagés et d'illustrer la loi de l'évolution de la structure des disponibilités alimentaires de Michel Cépède et Maurice Lengellé (1970 : 72) qui est la suivante : lorsque le niveau de vie des populations s'accroît, non seulement la ration énergétique augmente, mais des changements s'opèrent dans la structure de la ration énergétique autour d'un point de rupture qui se situe à 2 500 kilocalories environ ; au-delà de ce seuil, l'accroissement de la ration énergétique s'effectue en même temps que régresse l'apport relatif en céréales, tubercules et légumineuses et qu'augmente l'apport relatif en viande, oeufs, produits laitiers (aliments coûteux à la calorie), sucre et corps gras (aliments peu coûteux, mais très prisés). Quant à la part des fruits et des légumes verts, elle augmente un peu, quand la ration passe à 3 000 kilocalories, pour diminuer légèrement ensuite. On notera que l'apport en graisses, même

nommé acide aminé facteur-limitant. Les protéines animales ne renferment généralement qu'un facteur-limitant dont le déficit n'excède pas 30 %, alors que les protéines végétales sont fréquemment polydéficientes avec des déficits de plus de 50 %.

¹¹ - En novembre 1988 (INEM, BIT, 1990 : 57), les personnes qui occupent un emploi dans les villes équatoriennes de plus de 1 000 habitants ont à leur charge, en moyenne, 2,7 personnes. Pour faire vivre correctement 2,7 personnes avec un seul salaire minimum, il leur faut donc travailler 8 heures (3 h x 2,7) tous les jours, soit 243 heures par mois et non 160 comme la loi le prévoit, ou, si l'on ne veut pas augmenter le nombre d'heures travaillées, il faut faire passer le salaire mensuel minimum de 30 800 à 46 777 sucres. Dans ces villes, où vivent 58 % de la population équatorienne, 51 % de ceux qui occupent un emploi perçoivent moins de 30 000 sucres mensuels et 17 % seulement, plus de 50 000 sucres.

¹² - A l'intérieur du groupe des bananes plantain, tubercules et racines, les pommes de terre sont relativement onéreuses selon les relevés de l'INEC (4,81 mn de travail au salaire minimum pour 100 kcal). On verra plus loin que les familles pauvres rencontrées à Quito achètent leurs pommes de terre moins cher ; pour cette raison, elles sont classées parmi les aliments peu coûteux.

pour les populations les plus largement suralimentées, ne dépasse pas 15 % de la ration énergétique, soit 525 kcal ; en préconisant 18 % de graisses dans la ration de l'homme-type équatorien, le CONADE en recommande donc une plus forte proportion, mais cependant une quantité plus faible (402 kcal).

De façon globale, la composition du panier alimentaire du CONADE est très proche du modèle 3 (celui des pays en développement), mais par certains aspects, elle se rapproche du modèle 2 (celui des pays intermédiaires) : moins de céréales et de tubercules et un peu plus de sucre, de fruits, de légumes verts et de lait que dans le modèle 3, enfin, pour la proportion de graisses, elle se rapproche du modèle 1 (celui des pays occidentaux). En définitive, (si l'on admet que les légumineuses font généralement partie des aliments peu coûteux, à la différence de l'exemple équatorien), *le panier alimentaire recommandé en Equateur se situe à la limite des modèles 2 et 3 : environ 80 % de l'énergie de la ration optimum de 2 300 kilocalories sont issus de céréales, tubercules, légumineuses, graisses végétales et sucre et coûtent aussi cher que les 20 % d'énergie restante issue de fruits, légumes verts et aliments d'origine animale. A la calorie, ces derniers groupes d'aliments coûtent donc globalement quatre fois plus que les premiers cités. Ces quelques repères rappellent les règles économiques d'une nutrition équilibrée.* Ainsi, on voit combien il est facile de manipuler le seuil de pauvreté, en n'acceptant que les sous-alimentés parmi les pauvres. Décider que ceux qui manquent de nutriments issus d'aliments coûteux à la calorie ne sont pas pauvres, en proposant des paniers alimentaires sans fruits, ni légumes verts, ni nourriture d'origine animale, dans les proportions précédemment indiquées, peut en effet faire baisser de moitié les revenus nécessaires pour déterminer le seuil de pauvreté.

Tableau 2

3 - Rationalité du comportement alimentaire moyen des familles pauvres étudiées à Quito

Le tableau 3 présente la ration quotidienne alimentaire moyenne des membres des douze familles, rencontrées chacune une quinzaine de jours, à deux reprises, en 1988-89¹³. En regard, sont indiquées les recommandations du CONADE. On remarquera que la ration moyenne conseillée ici est moins énergétique (2 019 kilocalories) que celle de l'homme-type équatorien (2 300 kilocalories). Cette différence s'explique par le fait que l'échantillon comprend beaucoup de jeunes enfants dont les rations énergétiques recommandées sont faibles.

Les groupes d'aliments sont toujours classés selon leur coût à la calorie et les aliments les plus consommés sont détachés de leur groupe. Dans le tableau 3, la limite des 4 mn de travail payé au salaire minimum (au lieu de 4,5 mn) serre de plus près la réalité du comportement des douze familles face à la nourriture, achetée dans sa presque totalité¹⁴: en effet, les familles acquièrent les tubercules et racines (essentiellement des pommes de terre) à un coût plus bas que celui relevé par l'INEC (3 mn pour 100 kcal au lieu de 4,9).

Tableau 3

¹³ - Les aliments consommés à domicile ont été pesés, le poids de ceux consommés à l'extérieur a été évalué.

¹⁴ - 13 % de la ration énergétique ne sont pas achetés, mais compris dans le salaire, produits par la famille ou reçus en cadeaux. Le coût de la ration non achetée a été évalué et considéré comme un revenu en nature, dépensé ensuite.

Le comportement alimentaire des personnes de l'échantillon est remarquable. Alors que calories, protéines et autres nutriments ne font pas partie de leur vocabulaire et que les recommandations nutritionnelles du CONADE restent du domaine des experts, tout se passe comme si elles connaissaient la valeur énergétique des aliments et achetaient ce qui coûte le moins cher à la calorie, tout en tenant compte de la valeur protidique des aliments et probablement aussi des minéraux et des vitamines spécifiques de chacun d'eux. Ces familles semblent avoir intériorisé la règle nutritionnelle de base, à savoir qu'il est inutile de s'attaquer à la question de l'équilibre alimentaire (donc au risque de malnutrition), sans avoir résolu auparavant la question de la sous-alimentation (donc sans avoir écarté le risque de dénutrition).

Ainsi, les aliments peu coûteux à la calorie sont achetés globalement dans les quantités recommandées (1 430 kcal au lieu de 1 432). Parmi eux, le riz est surconsommé (345 kcal au lieu des 154 conseillées) : c'est en effet l'aliment le moins cher (1,7 mn de travail pour 100 kcal) compte tenu du nombre de protéines qu'il fournit (2,1 g dans 100 kcal). La banane plantain n'est pas particulièrement préconisée dans cette région des Andes, puisqu'elle est produite sur la côte et en Amazonie et subit un surcoût lié au transport ; c'est pourtant l'aliment du pauvre, notamment pendant les périodes d'envolée des prix des céréales. Au lieu des 23 kilocalories quotidiennes conseillées, c'est 132 kilocalories que ce fruit fournit quotidiennement en énergie. Du jour au lendemain, les pauvres savent changer d'habitudes alimentaires, en gémissant de ne plus pouvoir acheter de riz : les bananes plantain sont moins chères que le riz (1,1 au lieu de 1,7 mn de travail pour 100 kcal), mais les pauvres doivent aussi savoir intuitivement qu'elles sont beaucoup moins riches en protéines (0,8 g dans 100 kcal) et ils ne se résolvent à en manger beaucoup que lorsque le riz est vraiment trop cher pour eux. Peut-être ne faut-il pas trop s'étonner de la sous-consommation de graisses végétales (197 kilocalories au lieu des 310 proposées), dans la mesure où (tableau 2) le CONADE recommande presque autant de graisses que celles consommées dans les pays intermédiaires (12 % de 3 000 kcal, soit 360 kcal).

Les familles quiténiennes observées achètent avec parcimonie les aliments coûteux à la calorie : 258 kilocalories seulement en sont issues au lieu des 587 recommandées. Plus précisément, ces familles ne se procurent que 41 % de l'énergie conseillée provenant des aliments d'origine animale¹⁵ dont les protéines sont de très bonne qualité ; elles ne consomment que 53 et 52 % de celle qui devrait être fournie par des fruits et des légumes verts, riches en vitamines et minéraux spécifiques ; enfin, elles n'absorbent que 40 % de celle recommandée issue des légumineuses, dont les acides aminés essentiels, complémentaires de ceux des céréales, améliorent la qualité des protéines végétales, quand elles sont consommées dans un même plat¹⁶ (Herberg, al., 1985 : 19). On remarquera aussi qu'une toute petite partie du budget alimentaire familial est consacrée à des stimulants divers, jugés non indispensables par le CONADE : café, bière, épices, boissons industrielles sucrées. Ils sont coûteux à la calorie, mais semblent répondre à des besoins psychiques (s'accrocher à la vie ou l'oublier) ou physiologiques impérieux.

¹⁵ - Les familles observées (tableau 3) achètent des viandes et des poissons (avec beaucoup d'os, d'arêtes et de cartilages), bien moins chers par kilocalorie que ceux observés par l'INEC, mais ces aliments contiennent moins de protéines pour 100 kilocalories.

¹⁶ - Cependant, il faut se résigner "alors à un certain gaspillage" des acides aminés des céréales et des légumineuses, de moins bonne qualité que les acides aminés d'origine animale. Ce gaspillage "devra être compensé par une consommation un peu plus élevée en protéines" (Adrian, 1984 : 64) et donc en calories. Une alimentation strictement végétarienne impose donc une ration calorique plus élevée qu'une alimentation fondée sur le double accès aux aliments d'origines animale et végétale.

Ainsi, les 1 717 kilocalories quotidiennes consommées en moyenne par chacun coûtent 51 minutes de travail payé au salaire minimum, alors que la ration proposée de 2 019 kilocalories en demande 87. *Accéder à 86 % de la ration calorique pour 59 % de son coût est une réussite, à l'aune du revenu moyen des douze familles (45 % de celui requis pour se situer sur le seuil de pauvreté, soit un revenu légèrement inférieur au seuil d'indigence). On peut difficilement faire mieux. Malgré leur dénuement, les familles rencontrées à Quito ont donc presque su régler la question de leur survie : globalement, elles ne sont que modérément sous-alimentées¹⁷, mais le plein accès aux aliments coûteux à la calorie leur est toujours interdit.*

Chercher à consommer d'abord une ration énergétique suffisante, au détriment éventuel de l'équilibre alimentaire peut être observé dans d'autres régions d'Afrique ou d'Asie (tableau 4). Dans les trois exemples choisis, seule la population vietnamienne est modérément sous-alimentée comme celle que j'ai observée à Quito. Les populations africaines étudiées dans la vallée du Sénégal et à Pointe-Noire ont globalement résolu la question de la sous-alimentation. Néanmoins, si l'on excepte le cas de cette ville située près de l'océan et dont les habitants mangent beaucoup de poisson, dans les autres exemples, les aliments d'origine animale sont absorbés en quantité insuffisante par rapport aux normes du CONADE. Quant aux fruits et légumes verts, onéreux eux-aussi, ils sont encore plus rares à Pointe-Noire et dans la vallée du Sénégal que chez les pauvres de Quito et chez les Vietnamiens, pourtant trop petits consommateurs de ces aliments. Toutes ces populations mangent d'abord des céréales (riz au Vietnam ; riz, mil et sorgho dans la vallée du Sénégal), des tubercules (manioc à Pointe-Noire), ou les deux (riz, blé, pommes de terre, mais aussi bananes plantain chez les pauvres de Quito), parce que ces denrées sont relativement bon marché à la calorie. Quant à l'accès au sucre et aux matières grasses, il est très variable selon les cas observés.

Tableau 4

4 - Portrait de douze familles pauvres de Quito : une confirmation de la validité du seuil équatorien de pauvreté

a) Des familles dont l'équilibre alimentaire n'est pas assuré

Affirmer que la moitié du budget d'une famille, à la limite du seuil de pauvreté, doit être consacrée à la nourriture minimise peut-être le coût des autres dépenses nécessaires à une vie décente (les familles que j'ai observées consacrent, en moyenne, 70 % de leurs revenus en espèces ou en nature à la nourriture). Néanmoins, *tel que ce seuil a été établi pour l'Equateur, il a l'avantage de ne retenir, tout au moins dans cette étude, que des familles dont l'équilibre alimentaire est défaillant¹⁸* (graphique 1 A et 1 B).

Les douze familles ont été observées à deux reprises (passage A la première fois, passage B la seconde) à quelques mois de distance, soit 24 cas d'étude. Ces cas sont classés sur le graphique 1 A en fonction de leur distance au seuil équatorien de pauvreté, d'indice 100 : 17

¹⁷ - Pour la FAO, une population qui consomme entre 80 et 90 % de la ration énergétique recommandée est modérément sous-alimentée. Elle est gravement sous-alimentée quand elle consomme moins de 80 % des recommandations énergétiques.

¹⁸ - Peut-on en déduire que les 12 familles sont malnutries ? Sans que ce diagnostic ait été établi chez toutes les personnes de l'échantillon, on peut avancer néanmoins que sur les 30 observations d'enfants de 2 à 5 ans répertoriées lors de mes deux passages (tranche d'âge sur laquelle il est aisé de mesurer ce mal), 17 révèlent une malnutrition chronique et les autres sont tout près de la limite basse acceptable, à trois exceptions près situées nettement au-dessus. En Equateur, 39 % des enfants de cet âge souffrent de malnutrition chronique (PNUD, 1992 : 60).

cas se situent sous le seuil d'indigence et 7 entre les seuils d'indigence et de pauvreté. Les dettes, qui tirent ces familles vers le bas, concernent généralement les indigents tandis que les économies, aidant éventuellement les familles à rebondir, se remarquent chez ceux qui se rapprochent du seuil de pauvreté. On notera ainsi que la famille 02 ne parvient pas à éponger ses dettes entre les passages A et B et s'enfoncé dans la misère. A l'inverse, la famille 10, la plus indigente de toutes, est parvenue à diminuer ses dettes en quelques mois, mais elle se détruit la santé à travailler le ventre vide. On soulignera la prudence de la famille 07, dont les économies n'ont pas encore totalement fondu quelques mois après la perte d'emploi et la difficile réinsertion professionnelle du chef de famille, bien que son niveau de vie ait chuté de l'indice 73 à 33 par rapport au seuil de pauvreté. L'enquête à double passage permet d'enregistrer, ici, des évolutions tirant les familles un peu plus souvent vers le bas que vers le haut ; elle autorise aussi une connaissance approfondie des formes diverses de pauvreté, au-delà des simples indices économiques et alimentaires.

Le graphique 1 B rappelle l'extraordinaire compétence de ces familles qui parviennent, avec des revenus très insuffisants, à se nourrir de façon efficace. Le taux de couverture alimentaire est globalement deux fois plus élevé (86 % de la ration énergétique recommandée) que le taux de pauvreté (45 % des revenus requis pour se situer sur le seuil de pauvreté), alors que ces deux taux auraient été voisins si ces familles n'avaient pas choisi leurs aliments d'abord en fonction de leur faible coût énergétique. Le rapport entre les deux taux dépasse presque toujours deux chez les indigents, il est inférieur à ce nombre quand ce seuil est dépassé, la difficulté à accéder à la ration énergétique optimum se réduisant un peu¹⁹. Dans la moitié des cas (11), les familles consomment suffisamment d'énergie (entre 90 et 110 % de la ration recommandée), dans 5 cas leur consommation est modérément insuffisante (80 à 90 % de cette ration) et dans 6 cas gravement insuffisante (50 à 80 % de cette ration) ; le cas le plus pénible concerne la famille 10 dont les revenus ne représentent que 17 et 22 % de ceux requis pour se situer sur le seuil de pauvreté et qui ne consomme que 42 et 41 % de la ration énergétique recommandée, à chacun des deux passages de l'enquête. Enfin, le graphique 1 B montre que toutes les familles sont caractérisées par un mauvais équilibre alimentaire. Dans 19 cas sur 24, elles consomment moins de 50 % de l'énergie recommandée d'origine animale, ce groupe d'aliments est le plus inaccessible (au sens propre, les gens rêvent de viande !). On retrouve le même handicap pour les végétaux les plus coûteux : dans 16 cas sur 24 pour les légumes verts, dans 14 cas pour les légumineuses et pour les fruits.

b) Quatre histoires de pauvreté à Quito

Dans cette étude, le seuil équatorien de pauvreté n'a donc retenu que des familles mal nourries par incapacité économique. C'est l'avantage de cette norme²⁰. Sur cette base scientifique, il est possible d'observer comment est vécue la pauvreté au jour le jour. On examinera le cas de quatre des douze familles étudiées, depuis la plus misérable à celle située non loin du seuil de pauvreté

¹⁹ - On remarque pourtant le cas de la famille 06, globalement sous-alimentée, alors que les indices de pauvreté du ménage, aux passages A et B, ne sont pas accablants. C'est un exemple, rare, de mauvaise gestion des revenus du ménage : le chef de famille, âgé de 20 ans, mange très correctement sur son lieu de travail et dépense une partie de ses revenus en tabac, paris, etc., tandis que sa compagne et son bébé sont gravement sous-alimentés.

²⁰ - Il est évident que des enquêtes statistiques doivent être entreprises pour vérifier que le seuil équatorien de pauvreté ne retient que des personnes sous-alimentées ou souffrant d'un mauvais équilibre alimentaire (comme dans l'enquête réalisée ici) et qu'inversement il ne laisse pas échapper de familles mal nourries par manque de revenus.

La famille 10, celle de Luz (32 ans) et de son compagnon José (41 ans) vit dans le plus grand dénuement (graphique 1). Tous deux ont sept enfants : l'aîné a 15 ans et le dernier est né entre les deux passages de l'enquête. Les familles 05, 12 et la famille 11, dont le bébé est mort de bronchite et de malnutrition ressemblent beaucoup à la famille 10. Luz et José sont nés dans un village des Andes, ils connurent la faim dès l'enfance, elle sait lire et écrire, lui est analphabète. Arrivés à Quito après la naissance de leur premier enfant, ils sont devenus chiffonniers (leur cabane, construite avec des matériaux récupérés, est nichée près d'un ravin que les services de la ville remplissent d'ordures, triées par cette famille et par d'autres, installées elles aussi sur ce site). Tous vont chercher l'eau à la fontaine et un voisin leur sous-loue l'électricité. Le couple est aidé dans la recherche et le tri des cartons, bouteilles, plastiques, ferraille etc., par les deux fils aînés, âgés de 10 et 15 ans, qui ne vont plus à l'école ; le père et le fils aîné font aussi du portage et Luz lave le linge des voisins. Les quatre prennent un seul un vrai repas, le soir. Les plus jeunes enfants mangent aussi à midi (leurs estomacs sont trop petits pour attendre le soir, dit Luz)²¹. J'ai vu ces bambins pleurer de faim, accroupis autour du feu de bois chauffant l'eau de la marmite, en attendant que le grand frère trouve et vende des bouteilles vides pour acheter la poignée de pâtes qui les nourrira (les pâtes sont plus chères que le riz à la calorie, mais elles cuisent deux fois plus vite). Marta, la fille de 7 ans qui va à l'école, est sujette à des étourdissements, liés à la sous-alimentation, dit le médecin, et Luz craint toujours que son fils ne tombe d'inanition lorsqu'il porte des charges sur un chantier : souvent le petit-déjeuner se limite en effet à une tisane sucrée. Luz ne croit pas que sa vie changera, elle n'espère pas de vie meilleure pour ses enfants, dans la mesure où elle ne se saignera pour payer l'écolage que le temps de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Même si José s'enivre de temps à autre et devient violent, la famille reste soudée autour de Luz, une tendre mère qui déclare : "Un enfant n'a pas seulement besoin qu'on lui lave le visage !" (début 1989).

La famille 04, celle d'Eva (48 ans), mère célibataire chargée de sa fille (18 ans), de sa petite-nièce (17 ans) et de sa mère (76 ans), fait partie des indigents modérément sous-alimentés. Eva est née dans un village des Andes, elle est venue à Quito après la naissance de sa fille. Ces femmes ont une maison construite (en 1975) dans le cadre d'une coopérative populaire, avec accès à l'électricité et possibilité de cultiver quelques fruits et légumes dans le jardin ; l'eau est achetée par barils et la cuisine se fait au pétrole. Eva est domestique, non déclarée (donc sans couverture médicale ni retraite, et comme tous les adultes rencontrés, elle craint toujours de tomber malade et de ne plus pouvoir travailler). Elle est nourrie à midi chez son patron et a droit au congé du dimanche. Son frère, Miguel, lui envoie de l'argent chaque mois pour l'aider à nourrir sa famille. La maison est d'une propreté remarquable, le jardin bien tenu. Les deux jeunes filles vont au collège du quartier et ont obtenu leur baccalauréat, en ayant réussi à ne jamais acheter les trop coûteux livres scolaires : le collège les leur prêtait, à condition de les utiliser sur place. La famille est catholique militante et, par relation, la fille a trouvé une place dans une librairie religieuse (elle quittera sa mère avant le deuxième passage de l'enquête), la petite-nièce, qui sera diplômée quelques semaines après ce deuxième passage, deviendra institutrice (mal payée) dans le village de Miguel, son grand-père. Dans cette famille ordonnée, travailleuse, honnête, ouverte aux autres, les premières générations restent pauvres, mais la dernière, grâce aux valeurs qui lui ont été inculquées et grâce à l'école, a toutes les chances de sortir de la pauvreté (fin 1988).

La famille 08 vit encore une autre sorte de pauvreté. Elle est dirigée par Agustín (35 ans) et son épouse María (30 ans), entourés de leurs six enfants âgés de 2 à 12 ans. Cette famille,

²¹ - A mon deuxième passage, le dernier enfant ayant 5 mois, Luz a fait tout son possible pour acheter du lait. La famille a alors consommé 55 % des calories d'origine animale recommandées au lieu de 17 % au premier passage (graphique 1 B).

située entre les seuils d'indigence et de pauvreté, lors des deux passages de l'enquête, consomme une ration calorique suffisante, mais manque de nutriments issus d'aliments coûteux à la calorie. Agustín et María sont aussi nés dans un village des Andes, ils sont venus à Quito en 1984. Agustín est maçon et se vante de réussir fort bien dans son métier sans savoir lire ni écrire. Il reçoit des céréales de sa famille restée à la campagne, il accueille des parents et des amis comme manoeuvres quand démarre un nouveau chantier (quatre jeunes adultes se sont joints à la famille lors du deuxième passage de l'enquête) et traite toutes ses affaires par messages oraux transmis par les amis qui font le voyage en autobus. Agustín et María ne semblent pas convaincus de l'efficacité de l'école et les enfants ne la fréquentent que trois heures le soir, au lieu de cinq heures le jour (comme c'est le cas dans les autres familles observées), sans s'y intéresser beaucoup : il faut voir Efraín (8 ans), l'oeil brillant de malice, assurer qu'il est incapable d'apprendre à lire ! Les deux aînés de 10 et 12 ans travaillent : la fille garde des enfants chez des voisins, le fils est apprenti bijoutier, tout en suivant l'un et l'autre, bien fatigués, les cours du soir. Cette famille transporte sa maison de tôles, de planches et de plaques de contreplaqués sur des terrains prêtés, le temps de quelques chantiers. A chaque fois, il faut trouver un nouveau moyen pour se procurer eau et électricité. Les revenus sont très irréguliers. Ainsi, lors du passage A, Agustín venait d'être payé avec une télévison de contrebande : je ne pouvais alors qu'essayer de cerner au plus juste une situation économique chaotique²². Agustín brasse des affaires ou s'angoisse dans l'attente de chantiers. María cuisine pour la famille et la main-d'oeuvre, soumise aux sautes d'humeur de son mari. Que deviendront les enfants ? L'école ne semble pas pour eux, ils sont mieux nourris que ceux de José et Luz, leur mère leur assure la sécurité affective et matérielle et leur père leur inculque une foi en eux-mêmes et un dynamisme, bien nécessaires pour résister à la pauvreté (fin 1988).

On évoquera plus rapidement le cas de la famille 07 dont le chef, Manuel, fut licencié peu après mon premier passage. Le revenu de la famille représentait alors 73 % de celui requis pour être situé sur le seuil de pauvreté. Cette famille ne se sentait pas pauvre, elle avait des rêves de famille modeste, en imaginant par exemple (et elle était bien la seule) que ses quatre enfants, dont l'aîné avait six ans, feraient des études supérieures. La chute du pouvoir d'achat familial fut amortie par de précieuses économies. En observant Manuel organiser sa réinsertion technique (de machiniste sur de grands chantiers de travaux publics, il est devenu ouvrier menuisier) et prévoir une future clientèle issue de ses relations, il paraissait probable que ce passage au coeur de la pauvreté serait de courte durée²³. Cette famille m'a donc semblé à la limite de la pauvreté par son comportement, ses atouts intellectuels, ses relations, ses rêves. Ces observations d'ordre social et culturel confortent des mesures et des normes économiques. Le seuil équatorien de pauvreté, dont la famille 07 n'était pas trop éloignée lors du passage A, m'a donc paru une fois encore assez satisfaisant, à la lueur modeste d'une enquête ne comportant qu'un petit nombre de familles (début 1989).

5 - Le seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale appliqué aux 24 cas étudiés à Quito

²² - Il n'est donc pas impossible alors que les gains aient été surévalués et que les revenus de la famille ne correspondent pas à 95 % de ceux requis pour être situé sur le seuil de pauvreté.

²³ - Cette impression semblait vérifiée, trois ans plus tard, lors d'un court passage à Quito, mais en 2000, j'apprenais que la famille 07 souffrait toujours de la pauvreté. En revanche, à cette date, la famille 04 était en train de s'intégrer à la classe moyenne, grâce aux revenus du travail des deux jeunes filles de la maison, nanties d'un baccalauréat et désormais âgées d'une trentaine d'années, l'ex-chef de famille étant désormais prise en charge par sa fille. En 2000, sur les 12 familles rencontrées en 1988-89, une autre famille (03) affirmait être sortie, elle-aussi, de la pauvreté, grâce au travail complémentaire des deux conjoints (achat et revente de viande de porc et de boeuf) depuis une décennie, les dix autres familles survivaient et espéraient toujours un avenir meilleur.

Ce seuil est bien connu, probablement à cause de la barre fixée à un dollar par jour et au chiffre rond de un milliard de pauvres dans le tiers monde qui pouvait lui être accolé en 1985. Selon les experts de la Banque mondiale, ce revenu permet de dépenser ce qui est nécessaire "pour se procurer un niveau minimum de nutrition et autres nécessités de la vie et... pour... participer à la vie quotidienne de la société" (Banque mondiale, 1990 : 30-31). L'institution estime à 1 133 millions, le nombre de pauvres dans les pays en développement en 1990, soit 29,7 % de la population de ces pays. Ce nombre était de 1 051 millions en 1985, soit 30,5 % de la population de ces pays. Si l'on admet la validité du seuil de un dollar (1,01 en 1985, 1,15 en 1990), la pauvreté n'aurait donc ni reculé, ni avancé en cinq ans et sa répartition dans le monde en développement n'aurait pas changé non plus (tableau 5).

Tableau 5

Denis Cogneau, al. (1996 : 5), qui font un bilan de la pauvreté dans les pays en développement, affirment que les chiffres fournis par la Banque mondiale, bien qu'approximatifs, sont "sans doute les plus fiables, ou à tout le moins les plus cohérents" parce que "dans la pratique, les seuls chiffres disponibles de manière générale dans bon nombre de pays concernent le revenu et, dans une moindre mesure, sa distribution." La Banque mondiale a dû, par ailleurs, "prendre en compte les différences de pouvoir d'achat d'une même monnaie dans différents pays" et, bien évidemment, "faire des hypothèses et extrapolations parfois aventureuses."

Que représente "un niveau de vie minimum" pour la Banque mondiale ? Pour en savoir plus, il m'a paru intéressant de tester les normes de la Banque en l'appliquant aux douze familles de mon étude, pauvres selon les normes équatoriennes. L'application n'est pas impossible dans la mesure où le seuil mondial de pauvreté est exprimé en dollars PPA (une parité de pouvoir d'achat, fondée sur un même ensemble de prix moyens mondiaux). Si la composition du panier alimentaire de 2 200 kcal établi par la Banque mondiale est voisine de celle proposée par le CONADE pour l'homme-type vivant à Quito (2 300 kcal), les douze familles de mon enquête devraient faire partie du milliard de pauvres repéré par la Banque dans le tiers monde en 1985.

Les "Pen Tables" permettent de convertir les revenus quotidiens des douze familles, de sucres (monnaie équatorienne) en dollars²⁴. La première difficulté réside dans le fait que mes enquêtes fournissent des résultats pour un mois précis de l'année, alors que les taux de conversion s'appliquent à des résultats annuels. Utiliser en période d'inflation un même taux de conversion pour des enquêtes effectuées sur plusieurs mois d'une même année est impensable. Pour me rapprocher de la réalité, j'ai donc divisé en douze (mois) les taux de conversion pour passer graduellement d'une année à l'autre, en acceptant de gommer l'évolution irrégulière de l'inflation et des rapports de taux de change, et ainsi, de ne pas rendre compte exactement des rapports de prix mensuels entre sucres et dollars. Choisir le mois de l'année sur lequel accrocher l'évolution des taux mensuels de conversion aux taux annuels des "Pen Tables" constitue une autre difficulté. On peut décider qu'il s'agit à un extrême du mois de janvier, à l'autre du mois de décembre. Ainsi, la famille 01, lors du passage A, a un revenu quotidien de 855,82 sucres en janvier 1988. Si le taux annuel de conversion des "Pen Tables" pour 1988 est assimilé au taux mensuel de janvier 1988, le revenu quotidien de la famille sera de 7,99 dollars (première hypothèse), s'il est assimilé au

²⁴ - Taux de change entre les dollars et les sucres : 1987 : 170, 1988 : 301,6, 1989 : 526,3, 1990 : 767,8. Rapport de prix à la consommation en Equateur sur les prix aux Etats-Unis, divisé par le taux de change : 1987 : 40, 1988 : 35,52, 1989 : 33,85, 1990 : 33,04.

taux de décembre 1988, il sera de 11,93 dollars (deuxième hypothèse). Pour les 24 cas étudiés, le rapport entre les deux résultats les plus extrêmes tourne autour de 1,5. Par ailleurs, pour passer du revenu familial au revenu individuel, l'échelle d'Oxford indique qu'un adulte vaut 1, que les autres adultes valent 0,7 et que les enfants jusqu'à 15 ans valent 0,5. Dans ces conditions, dans la famille 01 A, composée de 2 adultes et 5 enfants, le revenu individuel quotidien est de 1,9 dollars (première hypothèse) ou de 2,84 dollars (deuxième hypothèse). Dans la mesure où la Banque mondiale ne retient que très peu de familles étudiées à Quito sous le seuil mondial de pauvreté, j'ai choisi le taux de conversion qui permet d'en retenir le plus : celui du mois de janvier, et j'ai utilisé les taux de pondération familiale des tables d'Oxford, même s'il me semble qu'un enfant scolarisé devrait compter plus que 0,5, ce qui abaisserait un peu le revenu quotidien de chaque personne.

Le graphique 1 C présente, en dollars, les revenus individuels des membres des douze familles, toujours classées en fonction de leur distance au seuil équatorien de pauvreté, lors des deux passages de l'enquête. Selon ces calculs, qui restent grossiers, la Banque mondiale ne considère donc comme pauvres que les membres de la famille 10, lors du passage A ; dans les 23 autres cas, les membres des familles sont au-dessus du seuil mondial de pauvreté. Les familles s'alignent de la plus indigente (0,86 dollar par personne et par jour) à la moins pauvre (4,52 dollars), un peu irrégulièrement dans la mesure où les taux mensuels de conversion ont été considérés comme évoluant régulièrement, ce qui n'est pas le cas, et dans la mesure où les taux de pondération familiale d'Oxford laissent peut-être à désirer. Globalement, les membres des familles les plus pauvres (moins de 40 % des revenus requis pour se situer sur le seuil équatorien de pauvreté) ont un revenu quotidien inférieur à 2 dollars. Au-dessus, les revenus s'échelonnent entre 2 et un peu plus de 3 dollars (à l'exception des membres de la famille 08, au passage A, tout près du seuil équatorien de pauvreté, dont le revenu quotidien atteint 4,52 dollars).

L'analyse de la situation alimentaire des douze familles et les observations décrivant le mode de vie de quatre d'entre elles montrent pourtant que toutes sont pauvres, la plupart indigentes et que le plus fragile des membres des familles les plus misérables (05, 10, 11 et 12) est mort de pauvreté, tandis que les autres sont en danger de mort. Comment comprendre ces distorsions entre le seuil équatorien et le seuil mondial de pauvreté ?

Il semble qu'elles viennent essentiellement de la composition du panier alimentaire de la Banque mondiale et du relevé des prix des aliments qui le composent. Ce panier a été établi à partir de six paniers différents composés pour la Tanzanie, le Bangladesh, l'Inde, le Kenya (pays à faibles revenus), pour l'Égypte et le Maroc (pays à revenus intermédiaires) (Banque mondiale, 1990 : 31). Je n'ai pas trouvé de documents indiquant les aliments recommandés et les quantités retenues pour chacun d'eux, mais Martin Ravallion (1997 : 2-3), l'un des experts qui a participé à la mise au point du seuil mondial de pauvreté, est suffisamment explicite : "On peut chercher la combinaison d'aliments qui minimise le coût de la satisfaction des besoins en énergie nutritive à des niveaux de prix donnés". En clair, la Banque mondiale ne retiendrait que les aliments apportant la ration énergétique optimum au moindre coût. On se demande donc si les fruits, les légumes verts et les aliments d'origine animale qui, on l'a montré, coûtent globalement quatre fois plus cher que les autres groupes d'aliments, font partie ou non du panier. Par ailleurs, en ce qui concerne les relevés de prix, ce même expert ajoute que "le coût minimum du nombre stipulé de calories peut être nettement inférieur au montant que les pauvres dépensent généralement pour obtenir ces calories". Affirmer que les prix retenus par la Banque mondiale peuvent être inférieurs à ceux que doivent payer les pauvres laisse sans voix.

On peut ainsi penser que la Banque mondiale tire vers le bas le prix des aliments et recommande un panier alimentaire qui ne permet pas de comptabiliser ceux qui souffrent d'un mauvais équilibre alimentaire, lié à un accès trop limité aux groupes d'aliments coûteux à la calorie (fruits, légumes verts, aliments d'origine animale), ni même de repérer une partie de ceux qui souffrent de sous-alimentation. Ne risque-t-elle pas alors d'avoir proposé une définition de la pauvreté (voir plus haut) qui ne correspond pas à la population qu'elle retient sous le seuil mondial de pauvreté ? Ce serait une erreur, car la méthode de mesure du seuil de pauvreté, telle qu'elle est appliquée par les Equatoriens pour leur population, et telle qu'elle l'est aussi dans de nombreux autres pays aussi sans doute, est féconde dans la mesure où elle repère bien les personnes mal nourries (donc potentiellement dénutries ou malnutries) pour des raisons économiques, vivant de ce fait de façon inhumaine, et pouvant être alors classées parmi les pauvres.

Conclusion : pour une amélioration de la mesure du seuil de pauvreté

Sous prétexte que le calcul du seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale laisse insatisfait, il ne faut donc pas rejeter cette méthode de mesure. Le seuil mis au point par les Equatoriens pour les habitants de Quito me paraît très intéressant, même si, comme je l'ai écrit plus haut, il doit être testé de façon plus large. La Banque mondiale a proposé un seuil latino-américain de pauvreté égal à deux dollars par jour et par personne (Psacharopoulos, al., 1997 : 57). On comprend mal qu'il atteigne le double du seuil mondial, puisque le coût des aliments est calculé à parité de pouvoir d'achat, que l'échelle des prix des calories est la même pour le monde entier à quelques écarts près, et qu'un panier équilibré comprend des groupes d'aliments en proportions voisines, si l'on se base sur le régime alimentaire des populations consommant une ration énergétique optimum et prenant des habitudes alimentaires telles qu'environ 20 % de l'énergie nutritive est issue des légumes verts, fruits et aliments d'origine animale et représente à peu près la moitié du coût du panier. Il faut donc améliorer l'application de cette méthode et vérifier que le coût des besoins non-alimentaires est effectivement égal à celui de la nourriture, quand une famille se situe sur le seuil de pauvreté. La mesure d'un seuil mondial de pauvreté reposant sur des bases scientifiques ne semble donc pas une utopie, si l'on se soumet aux règles nutritionnelles et économiques de base de l'alimentation. J'ai montré qu'il faut compléter cette mesure par des études plus globales sur la vie quotidienne des populations afin de comprendre comment les pauvres, désignés par cette mesure, résistent ou non aux conditions inhumaines qui leur sont imposées. Les politiques d'éradication de la pauvreté, ou tout au moins celles de lutte contre ce mal, exigent cette double approche économique-nutritionnelle et sociologique.

Le 9 octobre 2001

Bibliographie

- Adrian Jean**, 1984 - Clefs pour la diététique. Seghers (*Collection clefs*), Paris, 248 p.
Banque mondiale, 1990 - Rapport sur le développement dans le monde. La pauvreté. Washington, 287 p.
Banque mondiale, 1992 - Rapport sur le développement dans le monde. Le développement et l'environnement. Washington, 299 p.
Banque mondiale, 1993 - Rapport sur le développement dans le monde. Investir dans la santé. Washington, 339 p.
Bénéfice Eric, Simondon François, Chevassus-Agnès Simon, Ndiaye A. M., 1985 - Etude de nutrition dans la moyenne vallée du Sénégal. *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*, Paris, n° 78, pp. 110-118.
Boltvinik Julio, 1996 - La pauvreté en Amérique latine : analyse critique de trois études. In La pauvreté. *Revue internationale des sciences sociales*, Paris, n° 118, pp. 279-295.
Cépède Michel, Lengellé Maurice, 1972 - Economie de l'alimentation. PUF (*Que sais-je*), Paris, n° 639, 123 p.

- Cépède Michel, Gounelle de Pontanel Hugues, Autret Marcel**, 1983 - La faim. PUF (*Que sais-je*), Paris, n° 719, 127 p.
- Cogneau Denis, Loup Jacques, Dumont Jean-Christophe, Robillard Anne-Sophie**, 1996 - Pauvreté et développement. Un bilan malaisé. Paris, DIAL, 21 p. multig.
- Cohen Daniel**, 1997 - Richesse du monde, pauvreté des nations. Flammarion (*Essais*), Paris, 162 p.
- Freire Wilma**, 1985 - La situación nutricional en Ecuador. In la cuestión alimentaria. *Ecuador Debate*, CAAP, Quito, n°9, pp. 123-150.
- Freire Wilma, Polanco Nancy**, 1984 - La situación alimentaria y nutricional de la población ecuatoriana. Evolución de la oferta y demanda de alimentos entre 1968-1974 y 1980. CONADE, Quito, 53 p.
- Herberg Serge** (éd.), **Dupin Henri** (éd.), **Papoz Laure** (éd.), **Galan Pilar** (éd.), 1985 - Nutrition et santé publique. Lavoisier (*Techniques et Documentation*), Paris, 696 p.
- INEM, OIT**, 1990 - Encuesta nacional urbana sobre empleo, desempleo, subempleo, 1988. Quito, 167 p.
- Izraelwicz Erik**, 1997 - Ce monde qui nous attend. Grasset, Paris, 266 p.
- Klatzmann Joseph**, 1983 - Nourrir dix milliards d'hommes ? PUF (*Le géographe*), Paris, 296 p.
- Labbens Jean**, 1978 - Sociologie de la pauvreté. Le tiers-monde et le quart-monde. Gallimard (*Idées*), Paris, 312 p.
- Laspinga Iván, Vallejo René**, 1995 - Quito, ciudad y pobreza. Municipio del distrito metropolitano de Quito. Dirección general de la planificación (*colección Quito metropolitano*), Quito, 122 p.
- Laure Joseph**, 1991 - Le pouvoir d'achat du salaire minimum, indicateur socio-économique et alimentaire. In Courade Georges (éd.), Peltre-Wurtz Jacqueline (éd.) : La sécurité alimentaire à l'heure du néo-libéralisme. *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, vol. 27, n° 1-2, pp. 205-215.
- Laure Joseph**, 1998 - Des définitions objectives, dynamiques et opérationnelles des seuils de pauvreté. Communication à la Journée des économistes de l'ORSTOM, Paris, 11 p. multig.
- Malassis Louis, Padilla Martine**, 1986 - Economie agro-alimentaire. III - L'économie mondiale. Cujas, Paris, 449 p.
- Nkounkou Séverin**, 1985 - La contribution des aliments vivriers locaux à la couverture des besoins protéiques et énergétiques au Congo. Mémoire de DESS Nutrition et alimentation dans les PVD. Université de Montpellier II, Faculté des sciences et techniques du Languedoc, 117 p. multig.
- Paugam Serge**, 1996 - Pauvreté et exclusion. La force des contrastes nationaux. in Paugam Serge (éd.) : L'exclusion. L'état des savoirs. Editions la Découverte (*Textes à l'appui*), Paris, pp. 389-404.
- PNUD**, 1992 - Rapport mondial sur le développement humain. Economica, Paris, 262 p.
- Psacharopoulos George, Morley Samuel, Fiszbein Ariel, Lee Haeduck, Wood Bill**, 1997 - Poverty and Income Distribution in Latin America. The story of the 1980s. Banque mondiale (*World Bank Technical Paper*), Washington, n° 351, 307 p.
- Ravallion Martin**, 1997 - La mesure de la pauvreté. in Pauvreté et exclusion. *Problèmes économiques*, Paris, n° 2 508, pp. 1-8.
- Solagral**, 1996 - Repères. in Vieille charité et nouvelle pauvreté. *Courrier de la planète*, Paris, n° 38, p. 43-55.
- Tu Giay**, 1991 - Les projets de développement intégré au Vietnam. In Lemmonier Daniel (éd.), Ingenbleek Yves (éd.), Hennart Philippe (éd.) : Alimentation et nutrition dans les pays en développement. ACCT-AUPELF-Karthala (*Economie et développement*), Paris, pp. 10-21.

**Tableau 1 - Recommandations nutritionnelles quotidiennes (en kilocalories)
pour l'homme-type équatorien résidant à Quito**

Coût moyen en mn de travail payé au salaire minimum sur 18 mois, du 01/01/88 au 30/06/89

Aliments (dont le prix est relevé par l'INEC)	Poids en g estivant pré- paration	Poids en g sans les déchets	Nb de kcal protéi- nes en g	Nb de % de kcal	Coût 100 kcal mn trav.	Coût 100 kcal mn trav.	% du coût ration	Rapport * coût 100 kcal	
Groupes d'aliments coûtant globalement moins de 4,5 mn de travail pour 100 kcal									
monde									
<i>Céréales</i>	250,00	246,36	871	22,05	39,14	2,62	22,78	25,62	1,0
- riz décortiqué	45,45	45,45	171	3,55		1,72	2,94		
- flocons d'avoine	22,75	22,75	87	2,75		2,00	1,74		
- maïs en grains	45,45	41,81	151	3,93		3,16	4,77		
- farine de blé	45,45	45,45	165	4,41		2,33	3,84		
- pâtes	45,45	45,45	157	3,18		2,92	4,58		
- pain blanc	45,45	45,45	140	4,23		3,51	4,91		
<i>Bananes, tubercul., racin.</i>	272,23	220,12	198	4,30	8,90	4,42	8,76	9,85	* 2,0
- bananes plantain**	22,23	15,12	24	0,20		1,63	0,39		
- pommes de terre	250,00	205,00	174	4,10		4,81	8,37		
<i>Graisses végétales</i>	45,00	45,00	402	0,00	18,07	1,34	5,37	6,04	2,0
- huile	30,00	30,00	270	0,00		1,36	3,67		
- graisses hydrogénées***	15,00	15,00	132	0,00		1,29	1,70		
<i>Sucre</i>	60,00	60,00	240	0,00	10,79	1,01	2,42	2,72	1,0
<i>Total des aliments peu onéreux</i>			1711			76,90		39,33	44,23
Groupes d'aliments coûtant globalement plus de 4,5 mn de travail pour 100 kcal									
<i>Légumineuses</i>	30,00	30,00	104	6,53	4,68****	3,64	3,78	4,25	1,5
- pois secs	15,00	15,00	52	3,38		3,08	1,60		
- haricots secs	15,00	15,00	52	3,15		4,19	2,18		
<i>Fruits (sauf bananes pl.)</i>	177,77	120,22	71	0,94	3,19	12,51	8,88	9,99	12,0
- avocats	22,23	11,78	18	0,20		6,46	1,16		
- citrons verts	22,22	8,89	2	0,12		62,26	1,25		
- pommes	22,22	16,67	10	0,05		21,95	2,20		
- oranges	22,22	14,00	6	0,11		6,23	0,37		
- orangettes	22,22	17,78	5	0,12		37,10	1,86		
- papayes	22,22	18,66	6	0,09		11,28	0,68		
- ananas	22,22	17,33	9	0,07		10,36	0,93		
- bananes	22,22	15,11	15	0,18		****2,88	0,43		
<i>Légumes verts</i>	150,00	121,22	91	5,21	4,09	10,91	9,93	11,17	12,0
- petits pois frais	13,64	13,64	13	1,04		21,08	2,53		
- oignons blancs	13,64	9,82	4	0,13		11,84	0,47		
- oignons rouges	13,64	10,91	6	0,13		9,30	0,56		
- choux verts	13,63	9,81	2	0,13		8,48	0,17		
- haricots en grains frais	13,64	13,64	22	1,42		7,63	1,68		
- fèves fraîches	13,64	13,64	20	1,54		5,50	1,10		
- laitues	13,63	9,40	1	0,07		53,78	0,54		
- maïs tendre en épis	13,64	9,96	13	0,33		6,92	0,90		
- tomates	13,63	11,72	3	0,12		28,66	0,86		
- carottes	13,64	11,05	5	0,09		5,87	0,29		
- choux-fleurs	13,63	7,63	2	0,21		27,51	0,83		
<i>Laits et dérivés : lait</i>	200,00	200,00	130	6,60	5,84	4,85	6,31	7,10	6,0
<i>Oeufs de poule</i>	21,00	18,48	29	2,22	1,30	8,89	2,58	2,90	12,0
<i>Viandes et poissons</i>	80,00	54,30	89	10,91	4,00	20,34	18,10	20,36	12,0
- poisson frais	17,36	8,85	9	1,84		54,91	4,94		
- poulet	17,36	9,72	17	1,77		21,02	3,57		
- boeuf maigre	17,36	16,49	19	3,53		19,78	3,76		
- boeuf demi-gras avec os	17,36	8,68	21	1,62		13,99	2,94		
- thon en boîte à l'huile	3,19	3,19	9	0,77		16,10	1,45		
- sardine (boîte) sauce tomat.	7,37	7,37	14	1,38			10,27	1,44	
<i>Total des aliments onéreux</i>			514		23,10		49,58	55,77	
Total calculé	1 286,00	1 116,26	2 225	59,76	100,00		88,91	100,00	
Total théorique			2 300	62,00					

* Source : Klatzmann (1983 : 77). A mettre en relation avec le coût de 100 kcal en minutes de travail en Equateur.

* Le coût égal à 2 ne concerne que les tubercules.

** Il m'a paru plus logique de classer les bananes à cuire avec les tubercules et les racines plutôt qu'avec les fruits, comme l'a choisi le CONADE.

*** La marque Végétaline est un exemple de graisse hydrogénée.

**** 100 kcal de légumineuses coûtent moins de 4,5 mn de travail, mais leur cuisson étant beaucoup plus longue que celle des autres aliments (une à deux heures), elles font partie des aliments onéreux puisqu'il faut ajouter à leur coût la valeur d'1 ou d'1,5 mn de travail payé au salaire minimum (1mn de travail pour une cuisson au gaz de 80 mn).

***** Les bananes sont très peu coûteuses à la calorie, mais ne constituent qu'un des huit fruits du panier-type.

Tableau 2

Les grands modèles alimentaires mondiaux et les recommandations du CONADE

Modèles	occidental (1)	intermédiaire (2)	des pays en dévelop. modèle 3	Recommandations homme-type équatorien CONADE	n° modèle
Energie consommée par personne et par jour	3 500	3 000	2 300	2300	3
Total (pourcentage de kilocalories)	100	100	100	100	
<i>Aliments peu coûteux à la calorie</i>	56	66	85	82	3
- céréales et tubercules	25	40	65	48	entre 2 et 3
- légumineuses*	1	2	5	5	3
- Graisses	15	12	8	18	1
- sucre	15	12	7	11	2
<i>Aliments coûteux à la calorie</i>	44	34	15	18	3
- fruits et légumes verts	5	8	6	7	entre 2 et 3
- viandes, poissons et oeufs	20	10	5	5	3
- lait	10	6	2	6	2
- divers**	9	10	2	0	

Sources : Malassis, Padilla (1986 : 77), pour les 3 modèles. Les groupes d'aliments ont été classés en fonction de leur coût énergétique calculé par Klatzmann (1983) et moi-même (pour les habitants de Quito).

1 - Le modèle occidental correspond à celui de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord, de l'Océanie.

2 - Le modèle intermédiaire correspond à celui des pays méditerranéens, du Japon et de quelques pays d'Amérique latine (les pays de l'Europe de l'Est sont à la frontière des modèles 1 et 2).

* En Equateur, les légumineuses sont des aliments énergétiquement coûteux, ce n'est généralement pas le cas ailleurs.

** On suppose que les aliments divers sont coûteux à la calorie.

Tableau 3
Quito 1988-89. Alimentation quotidienne individuelle moyenne
d'un échantillon de 158 personnes pauvres
en relation avec les recommandations du CONADE

(77 personnes au premier passage de l'enquête, 81 personnes au second passage)

Aliments	Consommation quotidienne par personne						Recommand. CONADE		
	Coût 100 kcal (mn tra- vail)	Poids pro- téines ds 100 kcal (g)	Poids ration av. pré- para- tion (g)	Nb kcal dans con- sommée	Coût % kcal ration consom- mées / som- mée manda- tions (mn)	% kcal recom- mandés	Coût* 100 kcal (mn tra- vail)	Nb kcal re- com- man- dées	Coût ration reco- man- dée (mn)
Aliments recommandés peu coûteux :									
100 kcal consommées coûtent moins de 4 mn de travail payé au salaire minimum équatorien									
Bananes plantain	1,1	0,8	128	132	1,5	578	1,7	23	0,4
Sucre	1,1	0,0	60	238	2,6	146	1,1	163	1,8
Graisses végétales	1,4	0,0	22	197	2,8	64	1,4	310	4,2
Céréales : riz	1,7	2,1	92	345	5,8	224	2,1	154	3,2
divers	2,3	2,5	64	228	5,2	45	3,3	509	16,5
pain	3,9	3,0	37	112	4,3	89	3,9	126	5,0
Tubercules, racines**	3,2	2,2	249	178	5,7	121	4,9	147	7,2
Total				1 430	27,9	100		1 432	38,3
Aliments recommandés coûteux :									
100 kcal consommées coûtent plus de 4 mn de travail payé au salaire minimum équatorien									
Légumineuses	***2,9	7,0	14	43	1,3	40	3,8	109	4,1
Fruits (sauf bananes plantain)	7,4	1,7	88	35	2,6	53	10,8	67	7,2
Légumes verts	8,1	3,9	133	54	4,3	52	11,2	103	11,6
Pd animaux : lait, dérivés	5,8	5,4	105	78	4,6]	4,8	215	10,3
oeufs	11,3	7,6	6	8	0,9	41]	9,6	34	3,3
viandes, poissons graisses	13,2	10,6	31	40	5,3]	20,3	59	12,3
Total				258	19,0	44		587	48,8
Aliments non recommandés coûteux :									
100 kcal consommées coûtent plus de 4 mn de travail payé au salaire minimum équatorien									
Sucreries, boissons sucrées	10,3	0,0	31	11	1,1				
Boissons alcoolisées	13,0	0,5	17	10	1,3				
Sel, stimul., épices, tisanes	25,8	4,2	18	8	1,9				
Total				29	4,3				
Total général	3,0			1 717	51,2	86	4,3	2 019	87,1
% dépenses effectuées par rapport à celles recommandées						<u>59%</u>			

* L'INEC relève les prix au poids pour le CONADE ; on a calculé ce prix pour 100 kcal de chaque aliment, notamment à partir des tables alimentaires de l'Institut national de nutrition de l'Equateur.

**Parmi les tubercules et racines consommés, dominant les pommes de terre (159 kilocalories sur 178).

***Les légumineuses, sont classées parmi les aliments coûteux, bien que leur prix d'achat soit de 2,9 mn de travail pour 100 kcal d'après mes enquêtes et de 3,8 d'après l'INEC, parce que leur cuisson particulièrement longue (une ou deux heures) les transforme en aliments onéreux. Seul le coût de la cuisson du pain est intégré au prix d'achat des aliments, ce qui explique qu'il soit l'aliment le plus cher parmi les moins coûteux (4,3 mn de travail pour 100 kcal d'après mes enquêtes, 3,9 d'après l'INEC).

Tableau 4
Quatre exemples de régimes alimentaires dans les pays en développement

Exemples	Recommandations du CONADE homme-type équatorien	PVD (1)	Populations. modérément sous-alimentées		Populations suffisamment alimentées	
			Quito (2)	Vietnam (3)	Sénégal(4)	Pointe-Noire(5)
Ration (en kilocalories)	2 300	2 300	86 %	85 %	107 %	91 %
			des recommandations		des recommandations	
Total (pourcentage de kcal)	100	100	100	100	100	100
<i>Aliments peu coûteux à la calorie</i>	82	85	85,8	89,4	90,9	81,9
- Céréales, tubercules, etc.	48	65	57,9	88,0	61,3	65,0
- Légumineuses*	5	5	2,5	0,6	4,8	1,2
- Graisses	18	8	11,5	*** 0,7	19,0	14,8
- Sucre	11	7	13,9	*** 0,1	5,8	0,9
<i>Aliments coûteux à la calorie</i>	18	15	14,2	10,6	9,1	18,1
- Fruits et légumes verts	7	6	5,2	4,9	1,5	1,9
- Viandes, poissons, oeufs, laitages	11	7	7,3	4,8	7,6	14,3
- Divers**	0	2	1,7	0,9	0,0	1,9

1 - Malassis, Padilla (1986 : 77) ; 2 - Enquête Peltre-Wurtz en milieu pauvre ; 3 - Tu Giay (1991 : 11) ;

4 - Bénéfice, al. (1985 : 114-115) ; 5 - Nkounkou (1985 : 83).

* En Equateur, les légumineuses font partie des aliments coûteux à la calorie, ce qui n'est généralement pas le cas ailleurs.

** On suppose que les aliments divers sont coûteux à la calorie (c'est la cas à Quito).

*** On s'étonne de pourcentages aussi faibles de calories issues du sucre et des matières grasses (l'auteur donne ses résultats en poids : 0,3 g de sucre et 1,6 g d'huile ; j'ai effectué les autres calculs).

Tableau 5
La pauvreté dans le monde en développement, selon la Banque mondiale

Régions	Nombre de pauvres en millions en 1985	% par rapport à la population	Nombre de pauvres en millions en 1990	% par rapport à la population
Ensemble	1 051	30,5	1 133	29,7
Asie du Sud	532	51,8	562	49,0
Asie de l'Est	182	13,2	169	11,3
Afrique subsaharienne	184	47,6	216	47,8
Moyen-Orient, Afrique du Nord	60	30,6	73	33,1
Europe de l'Est	5	7,1	5	7,1
Amérique latine et Caraïbes	87	22,4	108	25,5

Source : Banque mondiale (1992 : 32). Le seuil de pauvreté retenu correspond à un revenu annuel par personne de 370 dollars PPA (parité de pouvoir d'achat) en 1985 et de 420 dollars en 1990.